

DEPARTEMENT  
DE  
MEURTHE-ET-  
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

**PROCES-VERBAL**  
**DES**  
**DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

*Séance du 3 Février 2025*  
*à 20 heures 00*

**NOMBRE**

Conseillers en exercice : 15

Présents : 11

Votants : 15

L'an deux mille vingt-cinq, le trois février, le Conseil Municipal de la commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Madame Marlène CURINA-PRILLIEUX, Maire

Etaient présents : Mmes Nathalie PAUCET, Pascale FABBRI, Bernadette LEJEAU, Elodie DORGET, Edith MARCHAL, Michèle PETITJEAN, et Mrs Alain PARMENTELAT, Marcel PINTO, Frédéric RICHARD-MAUPILLIER et José PETTA

Absent :

Etaient excusés : Mmes Mickaëlle HOUEIX et Catherine PELLEZ et Mrs Sébastien BOYER et Ludovic BOFFIN

Procurations : Mme Mickaëlle HOUEIX à Mme Elodie DORGET, Mme Catherine PELLEZ à Mr Alain PARMENTELAT, Mr Sébastien BOYER à Mme Nathalie PAUCET et Mr Ludovic BOFFIN à Mme Marlène CURINA-PRILLIEUX

***Date de convocation : 28/01/2025***

***Date d'affichage et transmission à la  
Préfecture : 05/02/2025***

**OBJET N° 03 : AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES -**

**Mise à jour des statuts de la Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson**

Un scrutin a eu lieu, Pascale FABBRI a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Les statuts de la Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson ont été instaurés par un arrêté préfectoral en date du 30 mars 2016. La Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson a adopté ses statuts par la délibération n°0625 du 24 novembre 2016.

Par délibération n°1676 en date du 11 décembre 2024, la Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson a approuvé la modification de ses statuts en intégrant les mises à jour suivantes :

La loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 a créé l'article L 5211-4-4 du CGCT permettant à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, si ses statuts le prévoient expressément, de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte des membres du groupement, sans en être coordonnateur et sans disposer de la compétence, pour laquelle le marché est lancé.

L'article « 7.1 Conventions passées avec les communes membres », alinéa 3, peut être mis à jour pour tenir compte de ces nouvelles possibilités, comme suit :

*« Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et au Code de la Commande Publique, la Communauté de Communes peut mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte de ses communes membres, indépendamment de la fonction de coordonnateur du groupement de commandes et quelles que soient les compétences qui lui ont été transférées. »*

### **3.1 – Transports**

La loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 remplace le droit aux transports par un droit à la mobilité. Par conséquent, la mise à jour de la compétence peut être faite comme suit :

« 3.1 – Transports » modifié en « 3.1 – Mobilités » et ajout de la mention « en tant qu'Autorité organisatrice de la mobilité ».

Aussi au titre de cette compétence, dans le prolongement du PCAET et pour la décarbonation, les éléments complémentaires suivants sont ajoutés :

*« La Communauté de Communes est compétente pour la mise en place, l'accompagnement et le suivi d'un schéma directeur des mobilités douces. Elle pourra apporter une aide financière aux communes. ».*

### **3.2 - Valorisation du patrimoine culturel et touristique**

Afin d'élargir les modalités de l'aide apportée par la CCBPAM dans ce cadre, le point 1 – est modifié comme suit :

*« 1- A ce titre elle conduit les études, porte les travaux, assure l'entretien, des opérations de mise en valeur ~~par l'illumination~~ des édifices suivants :*

- Eglises, lavoirs, et fontaines, monuments à caractère mémoriel et tout autre bâtiment présentant un intérêt en termes d'attractivité, ~~à raison d'un édifice par commune membre, désigné par délibération de son Conseil Municipal~~ »*

### **3.8 – Lutte contre les incendies (compétence antérieure à la loi du 3 mai 1996)**

Les statuts prévoyaient la prise en charge des frais de repas ainsi que des loyers des sapeurs-pompiers volontaires dans certaines conditions. Toutefois, ces dispositions ne trouvent plus à s'appliquer car il n'y a plus d'agents concernés. Il est donc proposé de retirer les mentions suivantes :

- « • La prise en charge des frais de repas des sapeurs-pompiers de garde (volontaires)*
- La prise en charge des loyers des sapeurs-pompiers volontaires (logements de la SAEIM – rue du Général Houdemon) en vertu des droits acquis sans renouvellement de ceux-ci. »*

Les autres dispositions des statuts restent inchangées.

Les statuts, mis à jour, sont joints et pour une parfaite appréhension de l'ensemble des modifications, ces dernières y sont inscrites en rouges.

Conformément aux articles L5211-17 et L5211-5 II du CGCT, la modification des statuts de la CCBPAM qui en résulte doit également être approuvée, par délibération concordante, par les Conseils municipaux des communes membres, dans les conditions requises pour la création de la CCBPAM soit deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des voix,

Où l'exposé de Monsieur le Maire,

**APPROUVE** la mise à jour de l'article « 7.1 Conventions passées avec les communes membres », alinéa 3, comme suit : « Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et au Code de la Commande Publique, la Communauté de Communes peut mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte de ses communes membres, indépendamment de la fonction de coordonnateur du groupement de commandes et quelles que soient les compétences qui lui ont été transférées. »

**APPROUVE** la modification de la rédaction de la compétence « transports » pour la mettre à jour par « mobilités », ajouter la mention « en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité » et la compléter par « La Communauté de Communes est compétente pour la mise en place, l'accompagnement et le suivi d'un schéma directeur des mobilités douces. Elle pourra apporter une aide financière aux communes. ».

**APPROUVE** la modification de la rédaction de la compétence « Valorisation du patrimoine culturel et touristique » en retirant les mentions « par l'illumination » et « à raison d'un édifice par commune membre, désigné par délibération de son Conseil Municipal ».

**APPROUVE** la modification de la rédaction de la compétence « Lutte contre les incendies » en retirant les mentions « • La prise en charge des frais de repas des sapeurs-pompiers de garde (volontaires) ; • La prise en charge des loyers des sapeurs-pompiers volontaires (logements de la SAEIM – rue du Général Houdemon) en vertu des droits acquis sans renouvellement de ceux-ci. ».

**PRECISE** que la rédaction des statuts de la CCBPAM qui résulte de ces mises à jour est jointe en annexe à la présente délibération.

**AUTORISE** Madame le Maire à signer tous documents se rapportant à la mise en œuvre de la présente délibération.

Le Maire,  
Marlène CURINA-PRILLIEUX



DEPARTEMENT DE  
MEURTHE ET MOSELLE  
Arrondissement de NANCY

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE PONT A MOUSSON  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU 11 DECEMBRE 2024 N°1676

Nombre de délégués en exercice : 64  
Présents ou représentés : 52

L'an deux mille vingt-quatre, le onze décembre à dix-huit heures trente, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué le vingt-neuf novembre s'est réuni au siège de la Communauté de Communes sous la présidence de Monsieur Henry LEMOINE Président.

Etaient présents : Tous les délégués en exercice, sauf :

Madame GONZALEZ, ayant donné pouvoir à Madame GARDELLA  
Madame GRABAS, ayant donné pouvoir à Madame CZMIL-CROCCO  
Monsieur BURTÉ, ayant donné pouvoir à Monsieur LEMOINE  
Madame BIANCHIN, ayant donné pouvoir à Monsieur BIANCHIN  
Madame AHMANE, ayant donné pouvoir à Monsieur CHRISTOPHE  
Madame GUY, ayant donné pouvoir à Monsieur CAVAZZANA  
Madame FORMERY, ayant donné pouvoir à Monsieur LEOUTRE  
Monsieur VELVELOVICH, ayant donné pouvoir à Monsieur MOUTET  
Madame DIMOFF, ayant donné pouvoir à Madame MORNET  
Madame BARREAU, ayant donné pouvoir à Monsieur BERTELLE  
Madame PRUNIAUX, ayant donné pouvoir à Monsieur GIRARD (David)  
Monsieur MILANO, représenté par Monsieur SIMON  
Monsieur PIERROT, représenté par Madame MULLER  
Messieurs BIC, PETIT, BOURZEIX, POIREL, PIZELLE, JACQUOT, GEOFFROY,  
COLIN et HERESBACH  
Mesdames HASSLER, DUDOIT et VAGNER

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, il a été procédé à la nomination du secrétaire de séance Monsieur MOUZIN ayant été désigné pour remplir ces fonctions, les a acceptées.

**Mise à jour des statuts de la Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson**

Les statuts de la Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson ont été instaurés par un arrêté préfectoral en date du 30 mars 2016. La Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson a adopté ses statuts par la délibération n°0625 du 24 novembre 2016. Il convient de mettre à jour ces statuts au regard de différentes évolutions.

La loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 a créé l'article L 5211-4-4 du CGCT permettant à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, si ses statuts le prévoient expressément, de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de

l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte des membres du groupement, sans en être coordonnateur et sans disposer de la compétence, pour laquelle le marché est lancé.

L'article « 7.1 Conventions passées avec les communes membres », alinéa 3, peut être mis à jour pour tenir compte de ces nouvelles possibilités, comme suit :

*« Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et au Code de la Commande Publique, la Communauté de Communes peut mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte de ses communes membres, indépendamment de la fonction de coordonnateur du groupement de commandes et quelles que soient les compétences qui lui ont été transférées. »*

### **3.1 – Transports**

La loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 remplace le droit aux transports par un droit à la mobilité. Par conséquent, la mise à jour de la compétence peut être faite comme suit :

« 3.1 – Transports » modifié en « 3.1 – Mobilités » et ajout de la mention « *en tant qu'Autorité organisatrice de la mobilité* ».

Aussi au titre de cette compétence, dans le prolongement du PCAET et pour la décarbonation, les éléments complémentaires suivants sont ajoutés :

*« La Communauté de Communes est compétente pour la mise en place, l'accompagnement et le suivi d'un schéma directeur des mobilités douces. Elle pourra apporter une aide financière aux communes. ».*

### **3.2 - Valorisation du patrimoine culturel et touristique**

Afin d'élargir les modalités de l'aide apportée par la CCBPAM dans ce cadre, le point 1 – est modifié comme suit :

*« 1- A ce titre elle conduit les études, porte les travaux, assure l'entretien, des opérations de mise en valeur ~~par l'illumination~~ des édifices suivants :*

- Eglises, lavoirs, et fontaines, monuments à caractère mémoriel et tout autre bâtiment présentant un intérêt en termes d'attractivité, ~~à raison d'un édifice par commune membre, désigné par délibération de son Conseil Municipal~~ »*

### **3.8 – Lutte contre les incendies (compétence antérieure à la loi du 3 mai 1996)**

Les statuts prévoyaient la prise en charge des frais de repas ainsi que des loyers des sapeurs-pompiers volontaires dans certaines conditions. Toutefois, ces dispositions ne trouvent plus à s'appliquer car il n'y a plus d'agents concernés. Il est donc proposé de retirer les mentions suivantes :

- « • La prise en charge des frais de repas des sapeurs-pompiers de garde (volontaires)*
- La prise en charge des loyers des sapeurs-pompiers volontaires (logements de la SAEIM – rue du Général Houdemon) en vertu des droits acquis sans renouvellement de ceux-ci. »*

Les autres dispositions des statuts restent inchangées.

Les statuts, mis à jour, sont joints au présent rapport et pour une parfaite appréhension de l'ensemble des modifications, ces dernières y sont inscrites en rouges.

Conformément aux articles L5211-17 et L5211-5 II du CGCT, la modification des statuts de la CCBPAM qui en résulte doit également être approuvée, par délibération concordante, par les Conseils municipaux des communes membres, dans les conditions requises pour la création de la CCBPAM soit deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Après présentation à la Conférence des Maires le 7 novembre 2024, et après avis favorable à l'unanimité de la commission Finances du 28 novembre 2024, et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire

**APPROUVE** la mise à jour de l'article « 7.1 Conventions passées avec les communes membres », alinéa 3, comme suit : « Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et au Code de la Commande Publique, la Communauté de Communes peut mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte de ses communes membres, indépendamment de la fonction de coordonnateur du groupement de commandes et quelles que soient les compétences qui lui ont été transférées. »

**APPROUVE** la modification de la rédaction de la compétence « transports » pour la mettre à jour par « mobilités », ajouter la mention « en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité » et la compléter par « La Communauté de Communes est compétente pour la mise en place, l'accompagnement et le suivi d'un schéma directeur des mobilités douces. Elle pourra apporter une aide financière aux communes. ».

**APPROUVE** la modification de la rédaction de la compétence « Valorisation du patrimoine culturel et touristique » en retirant les mentions « par l'illumination » et « à raison d'un édifice par commune membre, désigné par délibération de son Conseil Municipal ».

**APPROUVE** la modification de la rédaction de la compétence « Lutte contre les incendies » en retirant les mentions « • La prise en charge des frais de repas des sapeurs-pompiers de garde (volontaires) ; • La prise en charge des loyers des sapeurs-pompiers volontaires (logements de la SAEIM – rue du Général Houdemon) en vertu des droits acquis sans renouvellement de ceux-ci. ».

**PRECISE** que la rédaction des statuts de la CCBPAM qui résulte de ces mises à jour est jointe en annexe à la présente délibération.

**PRECISE** que la modification des statuts de la CCBPAM qui en résulte doit également être approuvée, par délibération concordante à celle de la CCBPAM, par les Conseils municipaux des communes membres, dans les conditions requises pour la création de la CCBPAM.

**AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes les dispositions relatives à l'exécution des présentes.

Adopté à l'unanimité

Pour extrait,  
Le Président  
Henry LÉMOINE